

L'ELECTROCUTION PARTICIPATIVE

« *Tout le monde aura le droit de s'exprimer, c'est ça qui est fantastique !* »

Violette Le Quéré-Cady, membre de la CPDP Lille-Arras THT.

Résumons-nous : pour faire face au « développement de nouveaux sites de production électrique » et à « l'augmentation des échanges d'énergie avec les pays voisins », RTE-Réseau de Transport d'électricité projette de « renforcer » le « maillon faible » de la région : la ligne très haute tension (THT) reliant le poste d'Avelin à celui de Gavrelle. En fait de renforcement, il s'agit, comme on sait, de démonter la ligne THT existante et de la remplacer par une ligne plus performante, portée par une soixantaine de pylônes de 50 mètres de haut et 33 de large. Tenu au préalable de satisfaire les exigences de la « démocratie participative », RTE est l'invité de prestige des « rendez-vous démocratiques » dont nous régaler depuis le mois d'octobre les experts en *travaux publics* de la CPDP Lille-Arras THT. Ce soir, c'est aux habitants de Oignies « d'éclairer la décision » de RTE. Nous n'en ferons rien, pour notre part, préférant autant que faire se peut « éclairer les éclaireurs » : non pas en remplissant comme tant d'autres un « cahier d'acteur » validé par la CPDP, mais dans les limites du présent tract.

On ne s'est visiblement pas étendu, lors des sept réunions publiques précédentes, sur ces « nouveaux sites de production électrique » qui conduiraient RTE à « renforcer » les lignes THT, non seulement entre Lille et Arras mais partout ailleurs en France : nulle trace, dans la *Synthèse du dossier du maître d'ouvrage*, de l'amplification du désastre électronucléaire via l'EPR, le plus puissant des réacteurs jamais construits. L'un d'eux doit pourtant être mis en service à Flamanville en 2016, et un deuxième devrait suivre à Penly. Il est vrai qu'avec la catastrophe *interminable* de Fukushima, les « communicants » de RTE ont intérêt à invoquer plutôt le développement des énergies renouvelables, à la fois « durables » et peu compatibles avec le système de distribution d'électricité, que celui du nucléaire. Quoi qu'il en soit, dans les faits, nucléaire et renouvelable se renforcent mutuellement : en complément des 19 centrales nucléaires qu'elle exploite, EDF, de même que GDF Suez et d'autres mastodontes européens, va remporter une bonne part du marché de l'éolien en mer (10 milliards d'euros), auquel l'État, « Grenelle de l'Environnement » oblige, attache des tarifs de rachat d'électricité particulièrement attractifs. Ce sont donc ces flux électriques en constante augmentation, quoique *toujours aux trois quarts* d'origine nucléaire, que RTE doit prendre en charge dans ses tuyaux et revendre à ses clients, en France et dans les « pays voisins ». Le « renforcement du maillon faible » entre Avelin et Gavrelle n'est de ce point de vue qu'une manifestation locale de *l'électrification totale de la vie* qui constitue son fonds de commerce.

Quelques personnes ont souligné, à juste titre, le ravage des paysages et des milieux naturels qu'impliquerait la construction d'une nouvelle ligne. D'autres ont signalé les nuisances visuelles et auditives qu'ils enduraient déjà. Une chercheuse de l'INSERM a rappelé que les champs électromagnétiques étaient reconnus comme un « cancérogène possible » par l'Organisation mondiale de la Santé. Aussi défendables que soient ces motifs, ils ne suffiront pas à ébranler RTE, toujours susceptible de faire des promesses et des concessions de détail (les fameuses « mesures compensatoires ») pourvu que l'essentiel du projet reste intact.

Mais qui veut vraiment la peau de ce projet ? A la lecture des « cahiers d'acteurs », on prend peur : les environnementalistes de WebPCaM (*sic*) n'aspirent qu'à « participer aux différentes et indispensables négociations qui conduiront à des compromis » ; les habitants du hameau de La Becque demandent l'enfouissement de la ligne, qui non seulement ne supprime pas le champ électromagnétique mais est de toute façon jugé trop cher par RTE ; enfin l'association EDA, qui restera dans les annales de la servilité intéressée pour avoir organisé, en 2009, un colloque autour de la « co-construction de la gestion, à l'échelle de la Région, d'un accident nucléaire potentiel », nous fait savoir que sa « confiance » dans la démocratie participative a été par deux fois « déçue », et qu'elle en garde un « sentiment d'humiliation » (qu'elle se rassure, elle sera humiliée une troisième fois). Les opposants réels, quant à eux, n'ont pas à intégrer les contraintes technologiques et marchandes de RTE, et à se résoudre au choix du supplice : « variante est », « variante ouest » ou enfouissement, c'est au bout du compte la même *chaise électrique*. Il y a lieu au contraire de formuler un refus pur et simple de la THT, aussi bien sur le fond que sur la forme. Sur le fond, ne nous résignons pas à « enfouir » les premières questions qui viennent à l'esprit, ce sont les meilleures : pourquoi tant d'électricité ? Pour satisfaire quels besoins ? Toujours plus d'automatisation, de mobilité à grande vitesse et de communication sans contact ? Est-ce là une vie digne d'être vécue ? Sur la forme, sachons reconnaître l'objectif de ces « débats publics » : celui de donner à la décision *déjà prise* une caution démocratique, sans laquelle la sentence apparaîtrait, comme naguère, dans toute sa nudité autoritaire. Participer et prendre la parole, dans ces conditions, c'est confondre la démocratie avec sa *grimace*, la « démocratie participative », et renvoyer *de facto* toute autre forme d'opposition au mépris de la démocratie, à l'« extrémisme », voire au « fascisme ». Ce qui est bel et bien « fantastique », ce n'est pas que tout le monde ait « le droit de s'exprimer », c'est que tant de gens s'en contentent.

RTE et la CPDP nous veulent sereins, soyons survoltés : abandon de la THT, boycott du débat !

Des quelconques, le 2 février 2012
c/o Centre culturel libertaire, rue de Colmar, 59 000 Lille
contact : hors-sol@herbesfolles.org